



MAIRIE DE GRUISSAN

ARRÊTÉ MUNICIPAL n° 2019-822

Du 3 août 2019

Réf. : Service Sports et Vie Associative/ED

Occupation temporaire du domaine public Repas de la rue de la Camelle le 10 août 2019

Le Maire de la Commune de GRUISSAN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ces articles L 2212-1 à L 2213-5 ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L 2125-1 ;
VU le code de la voirie routière,
VU l'article L511-1 du Code de Sécurité Intérieure ;
VU, la demande de de Mme Pascale Téani tendant à obtenir une autorisation d'occupation temporaire du domaine public pour programmer un repas des habitants de la rue Camelle le samedi 10 août 2019 ;
CONSIDERANT que la demande présentée par Mme Pascale Téani est compatible avec une bonne utilisation du domaine public communal

ARRETE

Article I : Mme Pascale Téani, ci-après dénommée « l'occupant » est autorisée à occuper à titre précaire et révocable, le Domaine Public Communal, à compter du samedi 10 août 2019, 17 heures, au dimanche 11 août 2019, 2 heures, et plus précisément rue de la Camelle à Gruissan (Clos de l'Estret).

Article II : L'occupant s'engage à respecter les délibérations et arrêtés en vigueur dont il pourra obtenir copie sur simple demande.

Il s'engage à respecter toutes les réglementations relatives à l'utilisation du domaine public.

Toute animation devra cesser à minuit.

Aucune installation dangereuse ne devra être implantée sur la parcelle occupée. Le cas échéant, l'occupant fera contrôler les structures le nécessitant par un organisme agréé.

Article III : L'occupant s'engage à ne pas détériorer d'aucune manière que ce soit, le domaine public communal et il ne devra y déposer aucun débris d'aucune sorte que ce soit.

Article IV : L'occupation prendra fin de plein droit à l'échéance fixée à l'article 1er, sans que l'occupant puisse prétendre à un quelconque droit à renouvellement. À la fin de l'occupation, le domaine public devra être libéré de toute occupation ou installation. Toute installation devra être également retirée en cas de retrait anticipé.

Si la libération n'était pas intervenue dans un délai de 48 heures après la fin de l'autorisation d'occupation et sans aucun préavis, les installations encore en place seront considérées comme abandonnées par l'occupant. Il serait procédé à l'enlèvement d'office par les services municipaux aux frais de l'occupant, sans préjuger de la procédure pour occupation illicite du domaine public qui pourrait être engagée à son encontre.

L'autorisation pourra être retirée à tout instant pendant la période d'autorisation lorsqu'il sera jugé d'intérêt public ou en cas de force majeure. L'occupant est tenu de se conformer à ces décisions sans pouvoir prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Il sera procédé au retrait immédiat et sans préavis de la présente autorisation en cas de non-respect d'un règlement applicable à l'occupation du domaine public, à l'activité exercée sur ce domaine, au non respect des droits des tiers, au non respect d'une des disposition fixée par délibération du conseil municipal ou un arrêté du maire ou une disposition prévue dans la présente autorisation.

En cas de fin d'occupation anticipée, l'occupant ne pourra exiger aucune indemnité qu'il soit ou non responsable de la fin anticipée de l'occupation.

Article V : Sans préjuger de la révocation de la présente autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article VI : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adresse au Tribunal administratif de Montpellier 6 rue Pitot Montpellier, ou par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

Article VII : L'organisateur, Monsieur le Directeur Général des Services, la Police Municipale, la Gendarmerie et tout agent habilité de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gruissan, le 3 août 2019
L'Adjoint au Maire, Délégué à la Sécurité,

Louis LABATUT.

ACTE RENDU EXECUTOIRE PAR :
Transmission au Représentant de l'Etat le.....
Publication le 08 AOUT 2019
Notification le 08 AOUT 2019
Pour le Maire, et par délégation
Le Directeur Général des Services
Joan-Manuel BACO
Affichage du 08 AOUT 2019 Au 12 AOUT 2019

